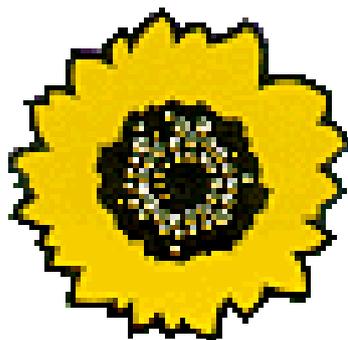


<http://lipietz.net/Refonder-l-esperance-verte>

Contribution au débat " Quel avenir pour les verts ? "

# Refonder l'espérance verte

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Publication date: mardi 13 août 2002

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

### *Version préliminaire*

## I. Faire le pari de l'espoir

Au sortir d'une année électorale qui marque un recul aussi brutal qu'inattendu de l'influence des Verts, les militant(e)s, anciens et nouveaux, s'interrogent. " Cela vaut-il le coup ? Pouvons-nous espérer un jour peser de façon décisive pour sauver la planète, recoudre une société déchirée, réduire la fracture Nord-Sud ? " Deux postures s'affronteront au prochain congrès.

- ▶ Une attitude pessimiste ou résignée : " C'est la faute aux autres : les électeurs qui ne nous suivent pas au-delà de la peur du risque, la presse qui a mis en avant la délinquance, etc. 4 %, ce n'est finalement pas si mal. " Si, en effet, notre échec dépend des autres (qui ne seront pas plus bienveillants en 2004, en 2007, etc.), si l'électorat se fiche de sa santé, de celle de ses enfants, de l'environnement, de la paix dans le monde et dans nos quartiers, nous n'avons d'autre possibilité que nous transformer en annexe " environnementale " de la social-démocratie.
- ▶ Une attitude résolument optimiste, donc exigeante envers nous-mêmes : " Cet accident de parcours dépend principalement de nous, de nos erreurs et de nos insuffisances. Nous avons donc les moyens de remonter la pente et de reprendre notre progression. En engageant, tous ensemble, un examen de nos faiblesses tactiques, des comportements qui ont pu choquer ou décevoir nos sympathisants. En nous refondant, politiquement et moralement. Car l'humanité a un besoin vital de réorienter le progrès selon les axes de l'écologie politique, espoir du XXI<sup>e</sup> siècle. "

Ça dépend de nous, donc nous avons les moyens d'agir !

Rompre avec nos erreurs passées pour reprendre notre progression, voici à quoi invite le présent texte.

## II. Qu'est-ce qui a cloché ?

C'est avec une confiance croissante que l'électorat avait suivi les premiers pas de la " majorité plurielle ", et il portait au crédit des Verts les aspects positifs de cette démarche. Même les premières couleuvres n'ont pas été portées à notre débit, comme en témoigne notre progression jusqu'aux Européennes de 1999, et même aux municipales et cantonales de 2001, qui ont marqué le premier coup de semonce contres les dérives " socialo-libérales " du gouvernement. Nous n'avons pas su, dans la seconde moitié de la législature, rompre clairement avec cette dérive. Pire : nous avons donné de nous une image détestable pendant la dernière année, incapables de défendre nos propres choix démocratiques après la désignation de notre candidat, certains de nos leaders faisant publiquement chorus avec la campagne d'une partie de la presse et de nos concurrents ; nous avons semblé accorder plus d'importance à la défense de nos places institutionnelles qu'à notre projet. Projet dont nous avons d'ailleurs peiné à exprimer en termes simples les axes fondamentaux, noyés dans une centaine de propositions non-hiérarchisées et souvent en décalage avec nos luttes de terrain (majorité à 16 ans, etc.).

Au fond, nous n'avons pas su gérer trois grands problèmes :

### Le rapport entre institutions et mouvements sociaux

Nous nous sommes gargarisés de la " conduite des politiques publiques ". En fait, la politique écologiste se mène autant, sinon plus, dans les consciences et les mobilisations de terrain que dans la gestion des appareils d'État (au niveau municipal, régional, national, européen). Oui, il faut entrer dans ces appareils pour y réorienter le travail de leurs fonctionnaires, pour fixer les nouvelles " règles du jeu ", définir les nouveaux compromis sociaux. Mais cette réorientation ne peut être efficace que si elle cristallise une demande populaire qui se construit hors des institutions. Elle reste lente, trop lente pour ceux qui sont déjà convaincus, trop arbitraire et " bureaucratique " pour ceux qui ne le sont pas. Et elle reste déformée par l'action des lobbies, dont les plus opiniâtres (nucléocrates, chasseurs, etc.) ne sont généralement pas nos amis.

Ceux des nôtres qui se trouvent commis à l'action institutionnelle (hauts fonctionnaires et membres des exécutifs) tendent alors à s'enfermer dans une évaluation subjective du " possible " et du " souhaitable ", traitant par le mépris la base qui " ne voit pas les contraintes " ou " ne fait pas son boulot " (de convaincre les masses de la justesse de choix des ministres). La base renvoie ce mépris d'un jugement lapidaire : " Trahison ! ", qui conduit certains à refuser, tout simplement, de se salir les mains dans les institutions.

Or c'est notre devoir absolu de rechercher, aussi tôt que possible, à peser sur les politiques publiques. Car la pollution ne nous attend pas, ni la déchirure sociale. Parce que nous savons que le temps perdu ne se rattrape jamais, nous avons le devoir d'être réformistes, mais encore faut-il porter la réforme à la racine des maux dont souffre la planète. Parti de luttes, de propositions et de gouvernement, nous sommes des réformistes radicaux.

### Le rapport entre autonomie et alliances

Les Verts existent parce que l'écologie politique est irréductible aux autres " visions du monde " (on dit pompeusement " paradigmes "), c'est-à-dire aux faisceaux de valeurs et de conceptions liées entre elles sur ce qui est juste et bon, quant à la façon de produire, de consommer, de vivre ensemble. Ils se distinguent tant du paradigme étatiste et productiviste où communièrent gauche et droite dans les 30 premières années de l'après-guerre, que du paradigme libéral et tout aussi productiviste où elles baignent aujourd'hui. Cependant les Verts savent que la référence à la nécessité d'un débat démocratique, d'une régulation publique, et l'objectif de solidarité, les rapprochent de fait de la gauche des anciens paradigmes. " Gauche du XXI<sup>e</sup> siècle ", ils ont besoin d'alliances contractuelles pour mettre en œuvre des politiques publiques, et les trouvent plutôt dans les anciennes gauches. Celles et ceux qui critiquaient les emplois jeunes, les décrets de la loi chasse, la loi sur l'eau, et même les lois Aubry sur le temps de travail, commencent à subir quelques piquûres de rappel : la droite et le PS, ce n'est pas la même chose !

Pourtant, laissé à lui-même, le PS est irrésistiblement attiré vers la vision du monde dominante, c'est-à-dire libérale et productiviste, qu'incarne aujourd'hui l'UMP. Tout juste lui ajoute-t-il une touche compassionnelle de social : il est social-libéral, comme il fut social-étatiste. Refuser de s'allier avec lui, c'est laisser la droite gouverner directement, ce que nous avons refusé de faire après 95 et le plan Juppé. Mais s'allier avec le PS en renonçant à réorienter sa politique ou seulement marginalement, c'est courir le risque de glisser nous-mêmes vers la vision du monde dominante (au nom du " réalisme "), et donc accompagner finalement le PS vers une position où l'électorat aspirant au changement " ne voit plus la différence avec la droite " et ne vote plus pour la gauche. C'est pourquoi nous avons refusé l'accord électoral insipide qui nous était proposé en décembre 2001. À ceux qui nous disaient " mais on ne change pas une politique qui gagne ! il faut rester au pouvoir, donc rester avec le PS ", nous avons répondu " mais justement cette politique mène à la défaite ", et la suite nous a, hélas, donné raison. Mais notre communication, après les AG de la Plaine St Denis et Nantes, exprima trop pâlement cette prise de distance pour nous épargner la désaffection qui frappait la gauche. En 1993, et de 98 à 2001, cette désaffection joua en notre faveur. À la présidentielle de 2002, beaucoup moins (la plus grande partie de l'électorat de Taubira ou de Besancenot aurait dû

voter pour nous). Aux législatives 2002, nous sommes revenus au-dessous des législatives 1993 !

Nous ne réorienterons notre société vers le développement soutenable qu'en alliance avec la gauche, or la gauche ne gagnera à nouveau que si elle se distingue du social-libéralisme, et cela ne sera possible que si les Verts apparaissent à nouveau comme un ferment de transformation de toute la gauche. Ce qui exige une plus grande affirmation de notre autonomie et pose avec toute sa force la question de la proportionnelle, seule façon de gagner avec la gauche sans s'y noyer ou sans la faire perdre en lui prenant des voix.

### La démocratie interne aux Verts

Maintenir un juste équilibre entre autonomie et alliances, comme entre mobilisations de terrain et travail dans les institutions, demande une sensibilité de tous les instants aux déséquilibres qui ne demandent qu'à s'accroître. Ce n'est possible que si les Verts, engagés dans les situations sociales les plus diverses, savent s'écouter les uns les autres, tout en reconnaissant la spécificité de leurs situations (et donc de leurs contraintes) différentes. Cette écoute, cette unité dans la diversité exigent à la fois respect les uns vis-à-vis des autres et loyauté vis à vis des décisions communes. Lorsqu'un petit groupe s'arroge le droit de mépriser les décisions démocratiques, parce qu' " il sait mieux ce qui est bon pour l'avenir des Verts ", qu'il s'imagine plus "compétent ", plus " professionnel ", l'équilibre dynamique ne peut plus être rétabli. Si ce groupe est précisément le plus engagé du côté des institutions, et des alliances qui permettent, croit-il, de s'y maintenir, alors c'en est fini de l'autonomie et de la lutte pour la transformation sociale, et finalement la défaite est inévitable. Car nos sympathisants et notre électorat ne voient plus " à quoi nous servons ", n'espèrent plus de transformation sociale à partir d'une victoire de la gauche, ne nous voient plus comme alternative puisque nous faisons de la politique " pire que les autres ".

Ce dernier point est particulièrement grave. On touche ici à la dimension éthique de l'engagement écologique. Nos sympathisants, notre électorat, nous aimaient parce que nous n'étions pas " comme les autres ", que nous mettions en avant l'honnêteté, le dévouement à la cause de la planète, le respect mutuel, le travail pour le bien commun. L'érosion de notre prestige moral à partir de l'été 2001 a largement contribué à notre échec électoral en 2002.

Ces trois problèmes (rapport aux institutions, autonomie contractuelle, démocratie interne) sont donc intimement liés. Il y aura certainement, à la prochaine AG, des Verts pour " réaffirmer l'autonomie des Verts et recoller aux mouvements sociaux ", sans faire le bilan de nos manquements à la démocratie et à l'éthique, sans se soucier de refonder démocratiquement et moralement notre parti, préparant ainsi la prochaine volte-face de notre future direction.

Il aura d'autres amis pour appeler à reconstruire la démocratie chez les Verts en faisant fi des divergences d'orientation politiques, oubliant que la démocratie sert justement à définir une orientation politique correcte. Les Verts ne sont pas un but en soi, mais un instrument au service de la société, de la Planète, du développement soutenable, et la démocratie est le moyen d'accomplir notre tâche le mieux possible.

Seule une prise en compte simultanée de ces trois problèmes permettra de refonder les Verts, et donc de repartir du bon pied vers notre but.

## III. Nos tâches pour les années à venir

La situation a le mérite de la clarté : la droite libérale, réunifiée, est au pouvoir. Roselyne Bachelot nous fait chaque jour la démonstration de ce qu'est l'écologie de cette droite : tout le pouvoir aux lobbies productivistes et prédateurs,

à charge pour eux de " s'autoréguler ". Fillon nous réapprend la vraie flexibilité des emplois-jeunes. Sarkozy met en œuvre la régulation sociale du libéralisme : descentes militarisées dans les quartiers difficiles.

Le PS ne voit tout simplement plus " comment s'opposer ", tant cette pratique de la droite rejoint des tendances de fond de sa propre politique gouvernementale et du programme présidentiel de Jospin.

Aux Verts revient une double mission historique : résister au libéralisme, reconstruire l'espoir. Ces deux tâches sont à mener de front, car la façon même dont on résiste est orientée par l'alternative que l'on propose, et en prépare la mise en œuvre.

### **D'abord, refonder nos luttes sur notre projet**

Les échecs de 2002 trahissent un brouillage certain du " pourquoi nous nous battons ", y compris dans notre propre tête. Polarisés par la gestion des politiques publiques, nous avons tendu à réduire notre spécificité à un plus grand souci des conséquences à long terme de nos choix. " Gouverner, c'est prévoir ", disait déjà Mendès-France, mais l'écologie n'est pas qu'un mendésisme !

Nous nous battons pour un développement soutenable, c'est-à-dire " qui satisfasse les besoins de la génération présente, à commencer par ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations suivantes à satisfaire les leurs ". On nous associe, avec raison, à la deuxième partie de la définition (le souci de l'avenir). On oublie (et, trop liés au PS, nous avons oublié) l'impératif de " commencer par les plus démunis ". Séparer la question sociale de la question environnementale, telle serait la pire erreur pour des Verts, celle dont René Dumont a tout fait pour nous prémunir. Non seulement ce serait une trahison de nos valeurs de solidarité, mais tout simplement nous ne convaincrions pas nos contemporains. Accroître le prix du diesel n'est admissible que si nos savons expliquer aux ouvriers diésélisés qu'ils compromettent leur santé et celle de leur famille, et leur offrir une alternative.

Ce " souci du social " ne peut se limiter à une politique redistributive (la hausse des minima sociaux) qui souvent ne fait qu'aviver les tensions entre les " très pauvres " et les " un peu moins pauvres ". C'est au cœur même de notre système de production et de consommation que l'écologie politique affirme l'unité du social et de l'environnemental. L'accident de Toulouse est la conséquence à la fois de la précarisation de l'entreprise AZF et d'un urbanisme qui entasse les plus démunis dans les zones rendues dangereuses. La lutte pour la légalisation du cannabis et la médicalisation des drogues dures n'est pas un gadget pour bobos, mais une remise en cause de l'économie du crime " ici et là-bas " (en Colombie).

Les Verts doivent être dans les années à venir les champions de la lutte sur les thèmes " comment on produit ? Qu'est-ce qu'on produit ? et pour qui ? " Non seulement dans les mobilisations d'usagers ou de riverains (autour de la question de l'eau, par exemple), mais aussi dans les syndicats de producteurs, ouvriers, employés ou paysans. Dans le service public comme dans le privé.

Et surtout, ils doivent être le ferment du développement du tiers secteur, c'est-à-dire du travail de la communauté pour la communauté, sous forme associative et coopérative. Car ce secteur de l'économie solidaire et communautaire est à la fois le lieu de la résistance au libéralisme et la préfiguration de la société alternative pour laquelle nous luttons.

Dans ces combats, nous nous appuyerons surtout sur les mobilisations de terrain, mais nous ne manquons pas d'appuis institutionnels. Nous avons perdu le niveau national. Mais il nous reste des municipalités, des régions, l'Europe. Nous pouvons non seulement résister, mais déjà construire.

### Un réseau d'alliés

Dans ce ressourcement, nous ne sommes pas seuls. Perfectionner nos objectifs de lutte et nos contre-propositions, c'est aussi une occasion de grandir avec toutes les femmes et les hommes qui partagent nos valeurs et qui, sur le terrain, sont le ferment de la transformation sociale. La relance des EGEP doit contribuer à construire autour de l'écologie politique le grand parti de l'espoir au XXI<sup>e</sup> siècle. Un parti bien au-delà des Verts actuels.

Mais nous ne gagnerons pas qu'avec celles et ceux qui partagent déjà les valeurs de l'écologie politique ! À terme de 5 ans, nous devons réinvestir toutes les institutions, pour hâter la mise en œuvre d'un développement soutenable. Nous devons donc à nouveau nous poser la question du " parti dominant de l'ancienne gauche " : le PS. Il serait tentant de nous replier sur une variante moins ouvertement sectaire du refus des alliances nécessaires : " On verra quand on sera plus forts ". Car si on attend, il risque d'être trop tard. D'un autre côté, nous avons pu mesurer les risques d'une alliance du faible au fort !

Pour rompre ce cercle vicieux, il n'y a qu'une solution : renouer des alliances intermédiaires avec des forces qui, dans les syndicats, les associations comme ATTAC, ou même à l'intérieur des partis de la vieille gauche, sont plus sensibles que le PS à nos propositions. De Taubira à Besancenot, c'est 20 % de l'électorat qui recherche une " autre gauche " que celle que représente le PS. Cette autre gauche n'est pas forcément écologiste. Nous devons mener avec elle des partenariats dans la conscience et le respect de nos différences. Mais nous ne devons plus jamais nous retrouver dans un face à face avec le PS, fût-ce pour le plaisir douteux d'être adoubé par lui comme " la seconde force de la gauche ".

### Reconstruire les Verts à partir des régions

Évitons deux faux débats : l'Île-de-France est une région comme une autre, et, entre la Région et l'Europe, l'État-Nation gardera encore longtemps une influence politique considérable. Mais il faut savoir que les " politiques publiques " s'encadreront de plus en plus au niveau européen et se réaliseront de plus en plus au niveau régional. Et nous nous en réjouissons !

La soi-disant " franciliénisation " du pouvoir chez les Verts n'est en fait qu'une tendance à diriger les Verts français comme un ministère et pour reconquérir des ministères. D'où la " révolution de 2001 " : la mise en place d'un groupe de salariés, conseillers et attachés parisiens autour de la secrétaire nationale (non francilienne !) Cette évolution, bousculant la culture de gouvernance des Verts, marginalisant toutes nos instances de débat démocratique, a précipité les déséquilibres analysés dans la seconde partie. Je ne sais pas si, à la prochaine AG, nous aurons le temps de réformer les statuts. La question n'est pas là, à mon sens. La " révolution de 2001 " a montré qu'on pouvait changer de fonctionnement, sans changer de statut. Nous avons besoin d'une réforme morale plus que d'une réforme des statuts.

- ▶ Refonder la démocratie chez les Verts, c'est d'abord affaire de réforme morale (donc de pressions sociales des militants et adhérents sur leurs dirigeants). Il nous faut une direction qui écoute la base et la respecte. Or " la base " ne s'exprime pas comme ça. Il lui faut des médiations. Le fonctionnement concret, en région, permet une certaine adéquation entre l'expérience directe, la prise de décisions, et la réflexion stratégique. Construire des directions régionales démocratiques, tel est l'enjeu des prochaines années. Seulement alors, le CNIR, éclairé par le travail des commissions, pourra définir une ligne cohérente et équilibrée.
- ▶ Le CE doit reprendre tout son rôle d'animation des débats, de coordination des régions, et de contrôle direct de l'exécution (avec les salariés) des décisions de l'AG et du CNIR. Pour augmenter sa cohésion, est-il utile d'y renforcer la " prime majoritaire ? " Peut-être. L'important est en tout cas que toutes les tendances y restent

représentées, y compris au niveau du porte-parolat. Le système des quatre porte-paroles, plus un secrétaire national permet d'assurer une réactivité permanente. Encore faut-il que chaque porte parole auto-limite sa réactivité au cadre fixé par le mouvement. Nous y revenons toujours. C'est de la loyauté de ses membres plus que de la sophistication des statuts que dépend la qualité d'une direction. Montesquieu ne disait-il pas que "*la vertu est le principe de la démocratie.*" ?

**En tout cas, d'un mouvement qui ambitionne de " sauver la planète ", nos concitoyens sont en droit d'attendre une cohérence et une rectitude dans l'engagement dont nous ne pourrions plus jamais nous dispenser, si nous aspirons à un minimum de crédibilité.**